

**Le réseau qui fait
la fierté du Togo**

La Fibre

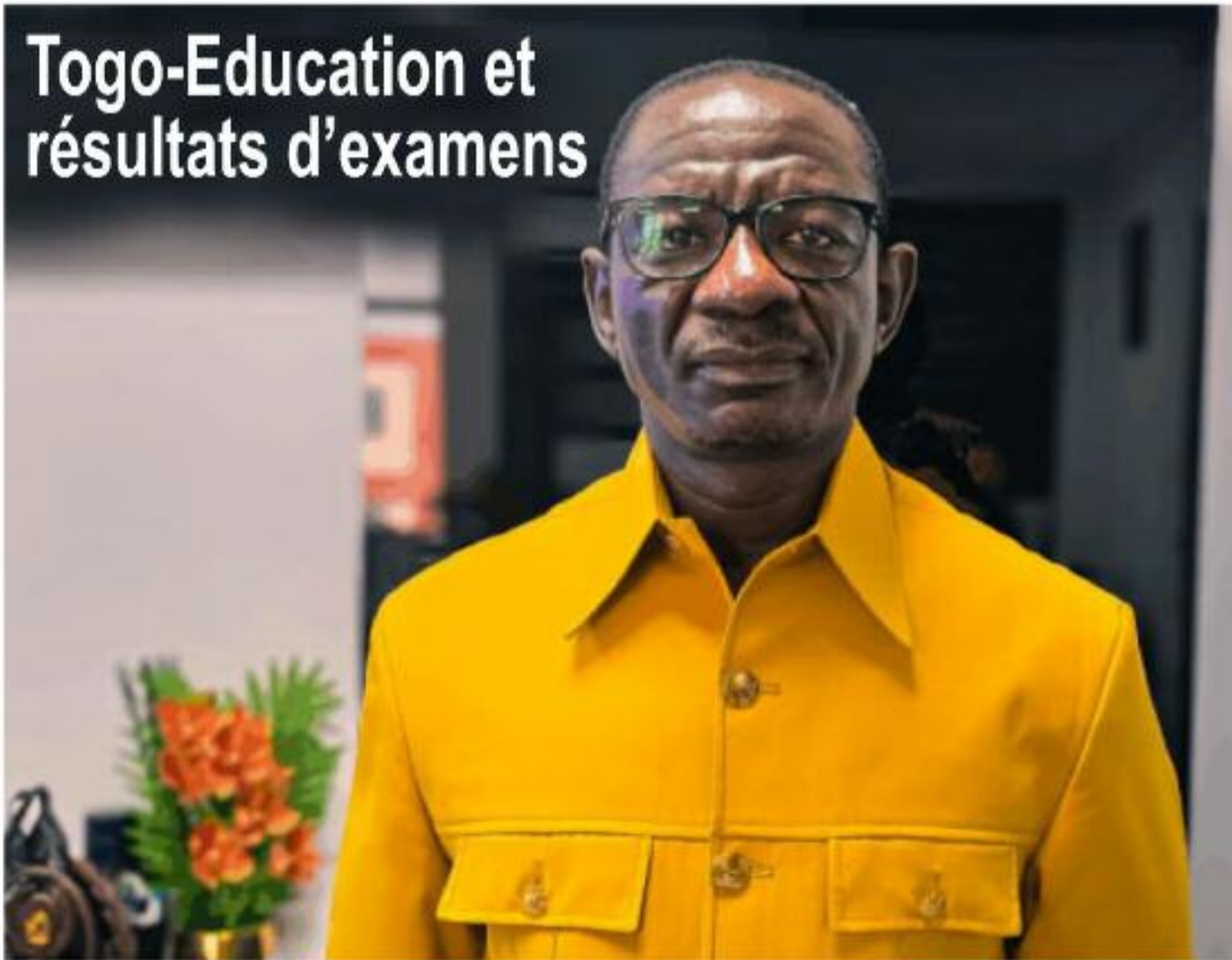


N° 967 du 03 juin 2026 Prix 250 F cfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicité

**Togo-Education et
résultats d'examens**



Quand alléger les charges devient un problème

P.3

Loïc Lawson à la tête de l'UPF

**Le pari du renouveau
pour défendre les
journalistes francophones**

P.2



Bassar-développement

**Les cadres UNIR
transforment leur
engagement politique
en actions concrètes**

P.4



**COVI-TRANS franchit
un cap continental
en intégrant la puissante
organisation patronale
nigériane NACCIMA**

P.3



Projet « Héé »

P.7

**117 communes
mobilisées pour
l'assainissement**

Editorial

ILS AVAIENT VU LOIN



En instituant la Journée nationale de l'arbre en 1977, les autorités togolaises de l'époque ont posé un acte dont la portée dépasse aujourd'hui largement le cadre d'une simple campagne de reboisement. Quarante-neuf ans plus tard, alors que le changement climatique s'impose comme l'un des plus grands défis de l'humanité, cette initiative apparaît comme l'expression d'une remarquable capacité d'anticipation. À une époque où les questions climatiques n'occupaient pas encore le devant de la scène internationale, le Togo avait déjà compris que la protection des arbres et des forêts constituait une condition essentielle de la préservation de la vie, des ressources en eau et des activités humaines. Face aux sécheresses qui frappaient alors le pays, la réponse choisie fut celle de la responsabilité et de la projection vers l'avenir.

Rendre hommage aux initiateurs de cette journée, c'est reconnaître qu'ils étaient des visionnaires. Ils ont su transformer une urgence environnementale en une tradition nationale, ancrant dans la conscience collective l'idée que chaque arbre planté est une promesse faite aux générations futures.

Aujourd'hui encore, malgré les défis qui demeurent, la Journée nationale de l'arbre reste un repère. Elle rappelle que les grandes réponses aux crises de demain naissent souvent de décisions prises bien avant que le monde n'en mesure toute l'importance. En cela, l'héritage de 1977 conserve toute sa modernité et toute sa pertinence.

El Hadj Bouraïma
TCHABORE

Loïc Lawson à la tête de l'UPF

LE PARI DU RENOUVEAU POUR DÉFENDRE LES JOURNALISTES FRANCOPHONES

L'Union internationale de la Presse francophone (UPF) ouvre une nouvelle page de son histoire avec l'élection de notre compatriote et confrère journaliste togolais, Loïc Lawson à sa présidence. Désigné à l'issue de l'assemblée générale électorale tenue le 29 mai 2026 en visioconférence, le directeur de publication du Flambeau des Démocrates prend les commandes d'une organisation vieille de 75 ans, présente dans une cinquantaine de pays et reconnue par les grandes institutions de la Francophonie. Une responsabilité qu'il entend exercer sous le signe du renouveau, de la solidarité et de la protection des journalistes à travers le monde. Face au journaliste guinéen Ibrahima Koné, Loïc Lawson a obtenu une victoire nette en recueillant 28 voix sur 36 suffrages exprimés, confirmant ainsi la confiance d'une large majorité des membres de l'organisation. Il succède à la Marocaine Meryem Oudghiri, qui assurait l'intérim après la démission du Sénégalais Madiambal Diagne, lequel n'avait pas achevé son quatrième mandat à la tête de l'institution.

Dans ses premières déclarations après son élection, le nouveau président a affiché sa volonté de rassembler les différentes composantes de l'organisation autour d'un projet commun. « Aujourd'hui, il n'y a ni gagnant ni perdant, seule l'UPF sort grandie », a-t-il déclaré, avant d'assurer qu'il serait « le président de tous, sans exception ». Un message d'unité qui traduit sa volonté de dépasser les clivages pour redonner un nouveau souffle à l'organisation et renforcer son rôle de défenseur de la liberté de la presse dans l'espace francophone.

Cette mission s'annonce toutefois particulièrement exigeante. L'UPF traverse en effet l'une des périodes les plus délicates de son histoire récente. Lors de l'assemblée générale, les res-



ponsables sortants ont dressé un constat préoccupant de la situation financière de l'organisation. L'annulation des Assises prévues en 2025 à Libreville a aggravé les difficultés budgétaires, au point que la commissaire aux comptes, Hélène Prevost, a alerté sur un risque de cessation de paiement. Depuis la fin de l'année 2024, l'organisation ne dispose plus d'employés permanents, faute de ressources suffisantes.

C'est donc à la tête d'une institution fragilisée que Loïc Lawson entame son mandat de trois ans. Son défi consistera à conjurer redressement administratif et financier avec la poursuite des missions fondamentales de l'UPF, notamment la promotion de la liberté de la presse, la protection des journalistes et le renforcement des liens entre professionnels des médias francophones.

Le choix porté sur notre confrère et compatriote n'est pas anodin. Président de la section togolaise de l'UPF depuis 2019, il avait contribué à relancer une structure nationale alors en perte de vitesse. Son expérience du terrain, dans un environnement médiatique parfois contraignant, ainsi que son engagement constant en faveur de la profession, ont sans doute pesé dans la décision des électeurs. Son parcours est égale-

ment marqué par une expérience personnelle forte.

Le nouveau bureau international reflète par ailleurs la diversité géographique de la Francophonie. La Congolaise Marianne Mulang a été élue secrétaire générale, tandis que le Sénégalais Abdoulaye Thiam a été reconduit au poste de vice-président chargé de l'Afrique subsaharienne. D'autres vice-présidences ont été attribuées à des représentants du Maghreb, des Caraïbes et de l'Europe, dans un souci d'équilibre et de représentativité.

Pour Loïc Lawson, l'enjeu dépasse désormais le cadre d'une simple alternance à la tête de l'organisation. Il s'agit de restaurer la stabilité d'une institution historique tout en lui permettant de rester une voix influente dans les débats relatifs à la liberté de la presse et à la sécurité des journalistes. Entre impératif de redressement financier et ambition de renforcer le plaidoyer en faveur des professionnels des médias, son mandat s'annonce décisif pour l'avenir de l'Union internationale de la Presse francophone. Une mission délicate, mais porteuse d'espoir pour une organisation qui entend retrouver toute sa place dans le paysage médiatique francophone mondial.

LM

Togo-Education et résultats d'examens

QUAND ALLÉGER LES CHARGES DEVIENT UN PROBLÈME

Au Togo, certaines polémiques ont parfois de quoi surprendre. La décision du ministre des Enseignements primaire et secondaire, Professeur Mama Omorou, de mettre fin à la consultation payante des résultats des examens nationaux suscite depuis quelques jours une agitation dont beaucoup de parents d'élèves peinent à comprendre le sens. Car enfin, comment expliquer que des citoyens qui dénoncent quotidiennement le poids des charges familiales et le coût de la vie s'élèvent contre une mesure destinée précisément à alléger leurs dépenses ?

Il y a là un paradoxe typiquement togolais qui ne dit pas son nom : réclamer moins de charges et, dans le même temps, s'opposer à une décision qui permet d'en supprimer une.

Depuis plusieurs années, la consultation des résultats par SMS coûtait aux usagers environ 250 francs CFA par numéro de table. Une somme qui peut paraître modeste à première vue, mais qui devient importante pour les familles ayant plusieurs

candidats ou pour les enseignants désireux de consulter les résultats de leurs élèves. Contrairement à certaines interprétations relayées ici et là, il ne s'agit nullement d'une suppression des moyens de consultation des résultats. Ce qui disparaît, c'est uniquement le caractère payant du service. Les autres canaux de consultation sont maintenus et même renforcés. Cette année, les candidats et leurs familles pourront accéder gratuitement aux résultats via le site internet du ministère, dont les capacités techniques ont été améliorées pour éviter les problèmes de saturation observés par le passé. À cela s'ajoutent de nouvelles innovations à travers des canaux de communication modernes comme WhatsApp, Telegram et des chatbots spécialement développés pour faciliter l'accès à l'information.

Mieux encore, les résultats seront désormais transmis directement aux établissements scolaires. Chaque école pourra recevoir les listes de ses candidats admis sous format numérique, les imprimer et les afficher. Cette évolu-



tion permettra non seulement aux élèves et à leurs parents d'obtenir plus facilement les informations recherchées, mais également aux établissements de disposer rapidement de données statistiques fiables sur leurs performances.

À l'origine de cette réforme se trouve une préoccupation exprimée par les enseignants eux-mêmes. Lors d'une visite effectuée par le ministre Mama Omorou dans plusieurs centres d'examen du BAC I afin d'encourager les surveillants qui travaillaient sous une pluie battante, les échanges ont fait remonter

un sentiment largement partagé dans le corps enseignant. Beaucoup ont fait remarquer qu'ils accompagnent les élèves tout au long du processus, assurent la surveillance des épreuves, participent aux corrections, aux

travaux de secrétariat et à la validation des résultats, mais qu'une fois ce travail achevé, les résultats sont confiés à des opérateurs économiques qui les commercialisent.

Certains enseignants ont ainsi souligné qu'ils devaient eux-mêmes payer pour consulter

les résultats des élèves qu'ils avaient encadrés et évalués. Une situation jugée peu valorisante pour des professionnels placés au cœur du système éducatif. C'est dans ce contexte que le ministère a engagé une réflexion visant à remettre les enseignants au centre du dispositif et à renforcer leur implication du début à la fin du processus.

Il convient également de préciser que le ministre n'a jamais parlé d'« arnaque », contrairement à ce qui a pu être affirmé dans certains commentaires, nous a confié une source du ministère. « Le débat portait essentiellement

sur la nécessité de trouver des modalités plus équitables de diffusion des résultats, tout en améliorant l'accès à l'information pour les élèves, les parents et les enseignants », précise la source.

Au-delà des polémiques, une réalité demeure : la grande majorité des parents d'élèves et des candidats accueillent favorablement une mesure qui leur évitera désormais des dépenses supplémentaires. Dans un contexte où chaque économie compte pour les ménages, la gratuité de la consultation des résultats apparaît davantage comme une avancée sociale que comme un sujet de controverse.

Finalement, si l'on peut débattre des modalités techniques de mise en œuvre, il est difficile de comprendre pourquoi une décision qui supprime une charge financière pour les familles provoque autant de contestations. C'est sans doute l'une de ces contradictions dont le Togo a parfois le secret : vouloir une chose et son contraire au même moment. Pourtant, sur le fond, la réforme portée par le ministre Mama Omorou répond à une logique simple : rendre un service public plus accessible, plus moderne et moins coûteux pour les citoyens. Une ambition à laquelle adhèrent déjà de nombreux Togolais.

La rédaction

COVI-TRANS FRANCHIT UN CAP CONTINENTAL EN INTÉGRANT LA PUISSANTE ORGANISATION PATRONALE NIGÉRIANE NACCIMA

L'intégration de COVI-TRANS au sein de la Nigerian Association of Chambers of Commerce, Industry, Mines and Agriculture (NACCIMA) marque une étape majeure dans le renforcement de l'intégration économique africaine. À travers cette adhésion stratégique, l'entreprise dirigée par l'homme d'affaires togolais Kovi Adanbounou se positionne désormais au cœur de l'un des réseaux d'affaires les plus influents du continent, avec pour ambition de contribuer à l'accélération des échanges commerciaux entre l'Afrique de l'Ouest et les autres régions africaines.

Cette reconnaissance officielle accordée par la NACCIMA, organisation patronale de référence dans la première économie d'Afrique, traduit la confiance accordée à l'expertise développée par COVI-TRANS dans les domaines du transport, de la logistique et de la facilitation des

échanges transfrontaliers. Elle ouvre également la voie à une coopération renforcée entre les opérateurs économiques de plusieurs pays africains dans le contexte de la mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF).

Au-delà d'une simple adhésion institutionnelle, ce partenariat confère à COVI-TRANS une mission stratégique : contribuer à la fluidification des flux commerciaux à travers le continent et favoriser une meilleure connectivité économique entre les marchés africains. Dans cette dynamique, COVI-TRANS AND PARTNERS NIGÉRIA travaillera en étroite collaboration avec le Groupe DIAWARA, acteur économique majeur basé au Mali et fortement implanté dans les échanges régionaux. Cette synergie devrait permettre de consolider les corridors commerciaux reliant les pays côtiers aux États sahéliens, tout en créant de nou-



velles opportunités d'affaires pour les entreprises africaines.

À la tête de cette ambition se trouve Kovi Adanbounou, entrepreneur togolais dont le parcours est étroitement lié à la promotion du commerce intra-africain. Au fil des années, il s'est imposé comme l'un des acteurs engagés dans le développement des infrastructures logistiques et des mécanismes de facilitation des échanges, considérés comme des leviers essentiels

de la compétitivité économique du continent.

Son engagement dépasse toutefois le cadre de ses activités entrepreneuriales. Convaincu que l'avenir économique de l'Afrique repose sur un secteur privé fort et structuré, Kovi Adanbounou œuvre activement au rapprochement

des chambres de commerce, des organisations professionnelles et des institutions économiques régionales. Son approche vise à créer des passerelles durables entre les entrepreneurs africains afin de transformer les ambitions de la ZLECAF en résultats concrets pour les entreprises et les populations.

L'entrée de COVI-TRANS dans la NACCIMA apparaît ainsi comme l'illustration

d'une vision portée par une nouvelle génération de dirigeants africains déterminés à faire tomber les barrières commerciales qui freinent encore les échanges sur le continent. Elle renforce également l'émergence d'un axe économique stratégique reliant le Togo, le Nigéria et le Mali, un corridor appelé à jouer un rôle croissant dans le développement des échanges sahélo-côtiers.

À l'heure où l'Afrique cherche à accroître la part du commerce intra-africain dans son économie, cette alliance entre COVI-TRANS, la NACCIMA et le Groupe DIAWARA constitue un signal fort. Elle témoigne de la montée en puissance d'initiatives portées par le secteur privé africain pour bâtir un marché continental plus intégré, plus compétitif et davantage tourné vers les opportunités de croissance partagée.

La rédaction

Journée nationale de l'arbre

49 ANS APRÈS, LE TOGO CULTIVE TOUJOURS SON AMBITION VERTE

Le Togo célèbre, ce 1er juin 2026, la 49e édition de la Journée nationale de l'arbre, une initiative emblématique qui, depuis près d'un demi-siècle, mobilise les populations autour de la préservation de l'environnement. Instituée en 1977 dans un contexte marqué par de sévères sécheresses et une avancée inquiétante de la désertification, cette journée demeure aujourd'hui l'un des symboles les plus forts de l'engagement écologique du pays.

À l'origine de cette célébration se trouve une période particulièrement éprouvante de l'histoire nationale. Entre 1972 et 1976, le Togo avait été confronté à des épisodes de sécheresse ayant provoqué la destruction de nombreuses récoltes et l'assèchement de plusieurs cours d'eau majeurs, notamment la Kara, le Mono, le Zio ainsi que le lac Togo. Face à cette menace grandissante pour les écosystèmes et les moyens de subsistance des populations, les

autorités avaient décidé de faire du 1er juin une journée dédiée à la plantation d'arbres.

Le Président Gnassingbé Eyadéma lança ainsi, en

Kara, la Centrale et les Plateaux. Chaque année, cette journée marque également le coup d'envoi officiel de la campagne nationale de reboisement.



1977, ce qui fut alors qualifié de « révolution verte ». Depuis cette date, des millions de plants ont été mis en terre à travers toutes les régions du pays, des Savanes à la Maritime, en passant par la

Si l'initiative a permis d'ancrer la culture de l'arbre dans les habitudes citoyennes, les défis environnementaux demeurent importants. Malgré les efforts consentis au fil des

décennies, la pression exercée sur les ressources forestières reste forte. Les données officielles indiquent que le Togo a perdu plus de 40 % de sa couverture forestière en un siècle. Alors que les forêts occupaient près de 67 % du territoire national au début du XXe siècle, elles ne représentent plus aujourd'hui qu'environ 24,24 % de sa superficie.

Dans ce contexte, la préservation des grands espaces naturels apparaît comme un enjeu majeur. Des sites tels que la forêt de Misahöhe, la forêt d'Akloa ou encore le parc national de Fazao-Malfakassa figurent parmi les principaux réservoirs de biodiversité du pays. Les mangroves du littoral togolais, situées notamment entre Aného et Kpémé, jouent également un rôle crucial dans

la lutte contre l'érosion côtière et dans la préservation des ressources halieutiques indispensables aux communautés de pêcheurs.

Au-delà de sa dimension environnementale, la Journée nationale de l'arbre conserve

une forte portée civique et culturelle. Dans les écoles, les administrations publiques, les associations et les communautés locales, les opérations de reboisement continuent de mobiliser chaque année des milliers de citoyens autour d'un même objectif : transmettre aux générations futures un patrimoine naturel préservé.

Les spécialistes rappellent d'ailleurs que les arbres constituent des alliés essentiels dans la lutte contre le changement climatique et pour la santé publique. Certaines espèces, comme le néem ou le karité, contribuent significativement à la production d'oxygène et à l'amélioration du cadre de vie des populations.

À l'heure où les effets du réchauffement climatique se manifestent avec une intensité croissante à travers le monde, la Journée nationale de l'arbre apparaît plus que jamais comme un rendez-vous de sensibilisation et d'action. Héritage historique devenu tradition nationale, elle rappelle que chaque arbre planté représente un investissement pour l'avenir et un engagement concret en faveur de la protection de l'environnement.

LM

Bassar-développement

LES CADRES UNIR TRANSFORMENT LEUR ENGAGEMENT POLITIQUE EN ACTIONS CONCRÈTES

Les cadres de l'Union pour la République (UNIR) originaires de la préfecture de Bassar ont posé, samedi 30 mai 2026, un acte fort de solidarité et d'engagement ci-

nelles et politiques, ils ont procédé à une importante remise de dons composée notamment de tables-bancs, de bureaux pour enseignants, de chaises et de motos destinées aux éta-

gouvernementales impulsées par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, dont la vision de développement continue d'inspirer les cadres du parti à travers le pays. En

du développement local.

Le préfet de Bassar, le lieutenant-colonel Assiah, a salué une démarche qu'il juge parfaitement en phase avec le nouveau triptyque gouvernemental « Protéger, Rassembler, Transformer », dévoilé à la fin de l'année 2025 par le président du Conseil dans son adresse à la nation. Selon lui, ces dons traduisent concrètement la volonté des cadres de contribuer à l'édification

gné que cette action matérialise l'engagement du parti à soutenir les efforts du gouvernement. Il a rendu un vibrant hommage au leadership du Président du Conseil, estimant que les avancées enregistrées par le Togo en matière de stabilité et de développement économique justifient aujourd'hui l'intérêt que lui portent plusieurs pays de la sous-région.

La cérémonie s'est déroulée en présence de nombreux cadres de la préfecture, notamment le ministre délégué, le Pr Tchindar Darre, les députés Yawanké Waké Gbati et Hatimi Tchaboré, le Général Sénateur Djato, mais aussi les dix chefs de canton de la préfecture. Le chef canton de Bassar, Yawanké Djintindja, a souhaité la bienvenue aux cadres en leur rappelant qu'ils demeurent chez eux et qu'ils ont un rôle essentiel à jouer dans le développement de leur terroir.

La rédaction



toyen en faveur de l'éducation et de la sécurité. Réunis à Bassar autour des autorités administratives, tradition-

blissements scolaires et aux forces de sécurité. Cette initiative s'inscrit dans la dynamique d'accompagnement des actions

investissant simultanément dans l'éducation et la sécurité, les donateurs entendent répondre à deux exigences fondamentales

d'un Togo uni, stable et prospère.

Le secrétaire préfectoral d'UNIR Bassar, Ouadja Alex, a pour sa part, souli-

Routes, assainissement
et sécurité

LA SAFER RENFORCE SON APPUI AUX COLLECTIVITÉS LOCALES



La SAFER poursuit son engagement aux côtés des collectivités territoriales à travers des projets orientés vers l'amélioration du cadre de vie, de l'assainissement urbain et de la mobilité.

Dans plusieurs communes du pays, l'entreprise a financé des travaux d'aménagement de pistes et de voies afin de faciliter la circulation des personnes et des biens. Des infrastructures routières ont notamment été améliorées à Défalé, Aképé et Sotouboua, tandis que des dalots ont été construits pour renforcer les ouvrages de franchissement et limiter les difficultés d'accès en saison des pluies.

La SAFER a aussi contribué à l'assainissement des espaces publics avec des interventions au marché d'Aképé, à la gare routière d'Aného et au marché de Sotouboua. Ces travaux visent à améliorer l'hygiène publique et à réduire les risques sanitaires dans les zones à forte fréquentation.

Dans la préfecture des Lacs, l'acquisition d'un camion de ramassage des ordures vient renforcer les capacités de gestion des déchets de la commune. La réhabilitation des feux tricolores au carrefour Amadoté participe également à l'amélioration de la sécurité routière et de la fluidité de la circulation.

Au-delà des infrastructures sociales, la SAFER met aussi l'accent sur la préservation du réseau routier national. L'institution entend renforcer les opérations de contrôle des charges à l'essieu des camions afin de lutter contre les surcharges, identifiées comme l'une des principales causes de dégradation précoce des routes togolaises.

L'entreprise affiche ainsi sa volonté de conjuguer entretien routier, sécurité et développement local dans une approche intégrée au service des populations.

PHARMACIES DE GARDE PÉRIODE DU 01 AU 07 JUIN 2026

PHARMACIE 2000
Bè kpota, BP 61194
96 37 94 25

PHARMACIE A DIEU LA GLOIRE
Légbassito, non loin du marché
93 26 36 00

PHARMACIE AGBEGNIGAN
Tokoin Ramco - Gbadago, Av de la Libération, près du PRET A MANGER
70 20 00 00

PHARMACIE AKOFA
2030, avenue maman ndanida amotivé,
BP 514
22 40 66 68

PHARMACIE AU GRAIN D'OR
Carrefour Zorobar, grand contournement
22 70 06 90

PHARMACIE AUREOLE
Agoè Trokpossimé au carrefour Camp GP à 50 m de l'EPP du Camp GP
70709898

PHARMACIE AVE MARIA
Carrefour CHU Tokoin face station-service BP 80283
22 22 33 01

PHARMACIE BETANIA
Rue sito, gblinkomé, 19 BP 243
96 80 10 11

PHARMACIE BETHEL
Bd. Du 30 Août, sur la route de kpalimé, adidogomé, BP1236
98 58 64 64

PHARMACIE BON SECOURS
Gblinkomé, BP 80878
22 20 76 30

PHARMACIE DE L'AEROPORT
631, bd ; du haho, imm ; SITO, hédzranawoé, BP 3717
90 04 85 15

PHARMACIE DE L'ESPERANCE
Rue de l'ogou, en face du lycée française nyékonakpo, BP 719
22 21 01 28

PHARMACIE DES ECOLES
Rte de kpalimé, face lycée technique adidogomé, 04 BP 74
22 51 75 75

PHARMACIE DES LILAS
7 rue de kégué, en face du camp, BP 31000
22 42 29 16

PHARMACIE DES OLIVIERIERS
266 boulevard Félix Boigny, Akodéséwa, BP 8480
22 27 01 34

PHARMACIE DES ROSES
Carrefour de l'union, vakpossito
70 42 37 72

PHARMACIE DU CENTRE
46, Rue de la Grace assivito, face ex-château, BP 373
22 21 83 30

PHARMACIE EL-NISSI
DZOTSI KOMLA SENAM VICTOR ADIDOGOME APEDOKOE GBO-MAME 07
79 78 15 37

PHARMACIE EL-SHADAÏ
Atikoumé, en face de ESTAO
22 51 44 25

PHARMACIE EL-SHAMMAH
Amadahomé à côté de la maison des jeunes
22 46 93 50

PHARMACIE ENOULI
Face gare routière Agblalipédogan, BP 8613
22 25 90 68

PHARMACIE ESPACE VIE
Agoè-Logopé, face bar Plaisir 2003
99 85 89 07

PHARMACIE EXCELLENCE
Sur la voie de la CEDEAO, Agoè Emakpoe, 05 BP 977
22 51 77 87

PHARMACIE GREENRX
Ségbé dans l'immeuble Mabiz Plaza non loin de rond point Douane
92961919

PHARMACIE HOSANNA
Rond-Point Sagbado, à 100m d'EPP Sagbado, Adidogomé, 05 BP 77
97 77 69 59

PHARMACIE HYGEE
Derrière Lycée de Baguida
99 27 36 36

PHARMACIE INTERNATIONALE
1180, boulevard du Haho, Angle Nord, Assi yéyé Hédzranawoé, BP 1344
22 26 89 94

PHARMACIE KLOKPE
Derrière la Foire Togo 2000
96801003

PHARMACIE KOBOYO
DAVIE, route nationale N°1 avant le péage de Tsévié en face de la station Sanol
93704812

PHARMACIE LA FLAMME
D'AMOUR
Sise à Agodékè, route d'Aného
70 45 70 14

PHARMACIE LA GRACE
Nationale N°1, face Terrain d'Agoè-Nyivé, BP 440
22 25 91 65

PHARMACIE LA SHEKINAH
Ationé, Carrefour Amadenta
93339205

PHARMACIE LE BON SAMARITAIN
Rue Pa de Souza, près Hôpital de Bè, BP 616
22 21 45 30

PHARMACIE LE GALIEN.
Avenue Pya, Rue Pavée, Adidoadin, 05 BP 92
22 51 71 71

PHARMACIE LIDDY
Agoè - Dikamé, Bernard Copé après la station CAP en face du Camp Fir
70901960

PHARMACIE MAGNIFICAT
Aflao Yokoe, Rue De La Pampa à 100 M Du Palais Royal De Yokoe, Lomé

70 44 51 59

PHARMACIE MATHILDA
Rue des Evalas, Aflao Gakli, 05 BP 524
22 51 15 34

PHARMACIE NELLY'S
Klémé Agbokponou, non loin du château d'eau sur la voie de Ségbé à Sanguéra
92 01 11 00

PHARMACIE NOTRE DAME DE LOURDES
Bd. Adidoadin-Assiyéyé, Agoè Anomé, BP 05
22 44 01 01

PHARMACIE PROVIDENCE
Boulevard Jean-Paul II
91 14 88 88

PHARMACIE REGINA PACIS
Sur la Nationale N°1 Adétikopé près du Bar Sous l'Antenne
96 80 10 22

PHARMACIE SAG'BIBA
Agoè - Nanégbé, à côté de la station T-OIL
91 83 87 83

PHARMACIE SAINT ESPRIT
Route Agoè-Kégué, CEG Agoè Est, BP 1246
22 40 29 06

PHARMACIE SAINT PIO
Klobatémé, non loin du CMS Klobatémé à côté du Complexe Scolaire Bon Samaritain
93404040

PHARMACIE SAINTE MARIE
Avenue de la libération, Limusco, Tokoin Ramco, BP 297
22 21 85 58

PHARMACIE SANGUERA
Entre EPP et le Lycée Sanguéra
70 42 80 80

PHARMACIE SEPOPO
Adakpamé, grand contournement, rond point Sawleto non loin de la Station SOMAYAF
70 34 65 65

PHARMACIE UNIVERS SANTE
Bd. GNASSIMGBE Eyadéma, Cité OUA face à l'entrée du CHU-CAMPUS
22 61 81 43

PHARMACIE VERSEAU
Rte d'Aného, à côté de Maison Bateau, Baguida, BP 60660
90 01 90 29

PHARMACIE VITAS
Agoè Assiyéyé, 13 BP 2044
22 25 63 43

PHARMACIE VOLONTAS DEI
Avédji carrefour SUN CITY
70 42 23 60

PHARMACIE ZILIDJI
Derrière le marché d'Agoè Zongo
92616608

PHARMACIE ZONGO
Togblékopé carrefour Hermann entre Orabank et la station Sanol Togblékopé
70 49 96 55

**Pour
vos
annonces et
publicités,
contactez-nous
au
90 26 15 54**

**Récépissé N° 259 / 21/ 12 / 04 / HAAC
Maison de la presse, casier N° 61**

**Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma
Contact: 90 04 71 59
E-mail: tchaboremessenger@yahoo.fr**

Journée nationale de l'Arbre

LE SECTEUR DE L'EAU EN PREMIÈRE LIGNE POUR UN TOGO PLUS VERT

À l'occasion de la Journée nationale de l'Arbre célébrée le lundi 1er juin 2026, les acteurs du secteur de l'eau ont affiché leur engagement en faveur de la protection de l'environnement en lançant une vaste opération de reboisement sur le site de production d'eau potable de Cacaveli, à

des ressources naturelles et à l'amélioration durable du cadre de vie des populations. Prenant la parole, le ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement a salué la forte mobilisation des acteurs du secteur et rappelé le rôle essentiel de l'arbre dans l'équilibre des écosystèmes. Il a

l'avenir du secteur de l'eau et une contribution concrète à la lutte contre les changements climatiques.

Au total, plus de 200 jeunes plants, composés notamment d'arbres fruitiers, de kapokiers et d'espèces à grand ombrage, ont été mis en terre sur le site de Cacaveli. Cette première



Lomé. Cette initiative s'inscrit dans la dynamique nationale de restauration du couvert végétal et de lutte contre les effets du changement climatique.

La cérémonie a réuni le ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement, Sena Ali-pui, le Directeur général de la Togolaise des Eaux (TdE), la Directrice générale de la SP-EAU, le Secrétaire général du ministère, ainsi que plusieurs responsables administratifs, techniques et agents des différentes structures du secteur. Tous ont répondu présents autour d'un objectif commun : contribuer à la préservation

souligné le lien étroit entre la préservation du couvert végétal, la pluviométrie et la disponibilité des ressources hydriques. « Entre l'eau et la terre, c'est une question d'amour et d'avenir pour les êtres humains », a-t-il déclaré, mettant en lumière l'importance d'une gestion durable de l'environnement pour les générations futures.

Les premiers responsables de la TdE et de la SP-EAU ont, pour leur part, insisté sur la portée citoyenne et stratégique de cette action. Selon eux, chaque arbre planté représente un investissement pour



étape marque le début d'une campagne qui sera progressivement étendue aux différents services déconcentrés du secteur à travers le pays.

L'opération de reboisement a



également servi de cadre à une visite guidée des installations de production d'eau potable de Cacaveli. Le ministre délégué, accompagné des directeurs gé-

néraux de la TdE et de la SP-EAU ainsi que de leurs collaborateurs, a parcouru plusieurs infrastructures stratégiques, notamment la salle synoptique, la station de traitement, le nouveau laboratoire, la salle des groupes électrogènes, la salle de pompage ainsi que le site retenu pour la construction d'un nouveau château d'eau. Les responsables techniques ont présenté le fonctionnement des différents maillons de la chaîne de production et les projets destinés à renforcer l'approvisionnement en eau potable.

Instituée en 1977, la Journée nationale de l'Arbre demeure l'une des traditions environnementales les plus emblématiques du Togo. Cette politique est aujourd'hui poursuivie avec détermination sous l'impulsion du Président du Conseil, Faure Gnassingbé. Le pays s'est fixé l'ambitieux objectif de restaurer son couvert forestier en portant à un milliard le nombre d'arbres plantés d'ici à l'horizon 2030, un défi auquel le

secteur de l'eau entend apporter une contribution significative.

LM

DERNIER SALUT DU SÉNAT À ABASS KABOUA, FIGURE MARQUANTE DE LA VIE POLITIQUE TOGOLAISE

Le Sénat togolais a rendu, le vendredi 29 mai 2026, un ultime hommage à feu Abass Essokoyo Kaboua, sénateur de la première législature de la Ve République, à l'occasion d'une séance plé-

mille du défunt. Disparu le 8 avril 2026 à l'âge de 63 ans, Abass Kaboua laisse derrière lui le souvenir d'un homme engagé qui a marqué de son empreinte plusieurs décennies de la vie politique na-

tionale. Conformément aux usages parlementaires, la Haute Assemblée lui a rendu les honneurs funèbres dans un cadre solennel empreint d'émotion et de recueillement.

La cérémonie a été ponctuée

par une minute de silence en sa mémoire, suivie du dépôt d'une gerbe de fleurs par le président du Sénat. La sonnerie aux morts et l'exécution de l'hymne national par la fanfare de la Gendarmerie nationale ont également marqué ce mo-

ment de recueillement national. L'éloge funèbre, prononcé par Me Mouhamed Tchassona-Traoré, deuxième secrétaire parlementaire, a retracé le parcours d'un homme de conviction, reconnu pour sa li-

berté de ton et sa fidélité à ses idéaux. Ingénieur agronome de formation, député de Danyi puis sénateur de la République, Abass Kaboua s'est distingué tout au long de sa carrière par son engagement constant au service de ses

Le siège du Sénateur Kaboua est vide. Mais sa voix, elle, demeure dans la mémoire du Sénat », a déclaré le président de la seconde chambre du Parlement, avant d'adresser, au nom de l'institution, ses sincères condoléances et sa pro-

fondée compassion à la famille éplorée. Cette cérémonie d'hommage s'est déroulée dans une atmosphère de grande dignité, à la hauteur du parcours d'un homme qui aura consacré sa vie à la défense de ses convictions et au service de la République. À travers cet ultime salut, le Sénat a tenu à honorer la mémoire d'une personnalité politique dont l'engagement continuera de marquer l'histoire parlementaire du Togo.



nière spéciale organisée à la Présidence du Sénat. La cérémonie, présidée par le président de l'institution, Barry Moussa Barqué, a réuni de nombreuses personnalités politiques et institutionnelles ainsi que les membres de la fa-

Projet « Héé »

117 COMMUNES MOBILISÉES POUR L'ASSAINISSEMENT

Un nouveau projet national d'Assainissement a démarré au Togo. Il s'agit du projet "Héé" lancé le vendredi 29 mai 2024 à Lomé au cours du dîner de Partenariat Privé - Public dénommé "La

l'éveil. Aujourd'hui le constat est amer. L'incivisme gagne du terrain et nous devons faire quelque chose pour éradiquer le problème de déchets plastiques. C'est dans ce sens que nous avons mis en place



Messe des 117 communes du Togo" dont le thème est "Mon entreprise, mon quartier, ma responsabilité". Initié par la société Mon Carnet Pro, dirigée par Florence Moon DADA GNIMAVO, le projet "Héé", a pour objectif de mobiliser les

ce projet pour maintenir notre environnement propre", a affirmé Florence Moon DADA GNIMAVO, directrice de la société Mon Carnet Pro. Elle a également fait savoir que Héé est naît de la conviction de Mon Carnet



acteurs économiques des 117 communes du Togo pour une gestion citoyenne des déchets et la protection de l'environnement immédiat.

Il s'agit notamment d'inciter chaque entreprise/structure à installer au moins une poubelle normalisée devant son établissement ; lancer une Campagne de sensibilisation nationale; créer un mouvement viral sur les réseaux sociaux impliquant les entreprises, les entités, les écoles et tous les acteurs pour toucher la jeunesse; appuyer l'action des maires en rendant tout le Togo plus propres.

"Héé est une interjection appelant à la vigilance et à

Pro qu'une entreprise ne peut prospérer durablement que dans un environnement sain.

"Ce projet vise à transformer chaque devanture d'entreprise en un point de propreté et de sensibilisation. Les institutions étatiques ne peuvent pas seules éradiquer le problème d'insalubrité de manière durable parce que ceux sont les citoyens qui créent les déchets dans les rues. Pour corriger cela, il ne faut pas nettoyer à leur place mais plutôt responsabiliser chacun en devenant ambassadeurs de la propreté, en adoptant le projet Héé. L'environnement est la seule chose que nous parta-



geons et nous devons le protéger", a précisé la directrice de la société Mon Carnet Pro.

Florence Moon DADA GNIMAVO a, par ailleurs souli-

gné que l'insalubrité urbaine représente un défi majeur pour le développement durable et la santé publique.

D'une durée d'un an, le pro-

jet "Héé" sera piloté par Mon Carnet Pro, l'hôtel Sarakawa et la TVT en étroite collaboration avec les autorités togolaises.

Afi Rachel

LE TOGO CONFIRME SA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE AVEC UNE CROISSANCE DE 6,3 % EN 2025

L'économie togolaise confirme sa dynamique de croissance et franchit une étape symbolique de son développement. Selon les dernières données publiées par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEED), le Togo a enregistré une croissance du PIB réel de 6,3 % en 2025, consolidant ainsi une trajectoire de résilience et d'expansion soutenue malgré un environnement international marqué par de multiples incertitudes.

Les résultats des indicateurs économiques infra-annuels élaborés par l'INSEED mettent en évidence une progression régulière de l'activité économique tout au long de l'année. Le quatrième trimestre 2025 s'est particulièrement distingué avec une croissance de 8,0 % en glissement annuel, portée par les performances combinées des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Cette évolution traduit la solidité des fondamentaux économiques du pays ainsi que l'efficacité des politiques publiques mises en œuvre ces dernières années.

Sur l'ensemble de l'année, la croissance est demeurée positive à chaque trimestre. Après une progression de 3,6 % au premier trimestre, l'activité a accéléré à 6,8 % au deuxième trimestre avant de se maintenir à 6,2 % au troisième trimestre et de culminer à 8,0 % au dernier trimestre. Cette régularité témoigne d'une conjoncture globalement stable et d'une économie capable de résister aux chocs externes.

L'un des faits marquants de l'année 2025 reste l'augmentation du PIB nominal qui atteint 6 919,1 milliards de FCFA contre 6 453,6 milliards de FCFA en 2024, soit une progression de 7,2 %. Rapporté à une population estimée à environ 8,5



millions d'habitants, le PIB par habitant avoisine désormais 1 400 dollars américains. Ce niveau permet au Togo de franchir un seuil important en intégrant la catégorie des pays à revenu intermédiaire selon les critères de la Banque mondiale, une évolution qui reflète les progrès accomplis dans le processus de transformation économique nationale.

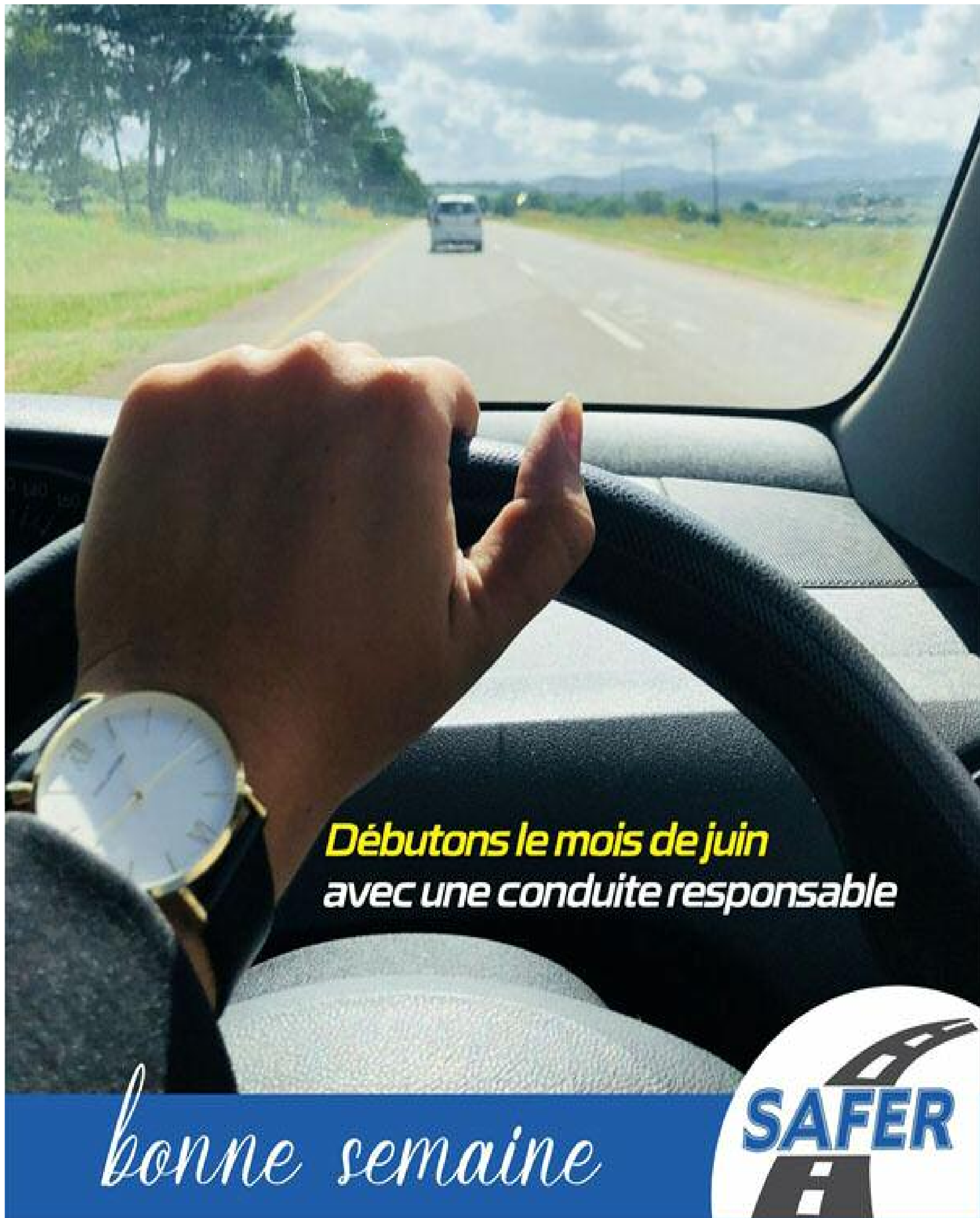
L'analyse sectorielle révèle que le tertiaire demeure le principal moteur de la croissance avec une progression de 7,0 % en 2025 et une contribution de 3,5 points à la croissance globale. Les services continuent ainsi de jouer un rôle central dans la création de richesse. Le secteur secondaire affiche également une performance remarquable avec une croissance de 7,5 %, soutenue notamment par l'essor de la construction, la fabrication de matériaux de construction et les industries extractives. Quant au secteur primaire, il conserve sa résilience avec une croissance de 4,2 %, portée principalement par les activités agricoles.

Les chiffres publiés illustrent également la continuité de la dynamique engagée depuis plusieurs années. Après avoir maintenu une croissance positive de 2,2 % en 2020 malgré les

effets de la pandémie de Covid-19, l'économie togolaise a amorcé une reprise vigoureuse dès 2021 avant d'enchaîner plusieurs années de croissance robuste. Le PIB réel a progressé de 6,2 % en 2023, de 6,5 % en 2024 puis de 6,3 % en 2025, confirmant ainsi une stabilité remarquable sur trois années consécutives.

Pour les autorités, ces performances sont le résultat des réformes et des investissements réalisés dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025. La progression du secteur secondaire et la vigueur persistante des services témoignent d'un début de transformation structurelle de l'économie, marquée par une diversification accrue des activités productives et une industrialisation progressive.

À l'aube de la nouvelle feuille de route 2026-2031, le Togo aborde ainsi une nouvelle phase de son développement avec des indicateurs jugés encourageants. Une croissance stable, une base productive en expansion et une diversification économique de plus en plus affirmée constituent autant d'atouts pour renforcer la création d'emplois, améliorer le niveau de vie des populations et poursuivre la transformation durable de l'économie nationale.



***Débutons le mois de juin
avec une conduite responsable***

bonne semaine

SAFER